

Dimanche 29 avril 2007

Israël/ Le cas Azmi Bishara

"Tout Arabe est chez lui dans le monde arabe tout entier". C'est ce qu'affirme l'ex-député arabe israélien Azmi Bishara dans une interview diffusée par Al-Jazeera. Mais les juifs, eux, n'ont qu'Israël...

PAR MICHEL GURFINKIEL.

Vous voulez comprendre quelque chose au conflit israélo-palestinien ? Intéressez-vous au cas d'Azmi Bishara.

Né en 1956 à Nazareth, ce citoyen israélien appartient à la minorité arabe chrétienne. Il effectue ses études secondaires au lycée baptiste de sa ville natale. En 1974, il s'inscrit à l'Université hébraïque de Jérusalem. Proche du parti communiste israélien, comme la plupart des Arabes israéliens chrétiens à cette époque, il effectue ensuite des études de second et troisième cycle en Allemagne de l'Est, pays qui ne reconnaît pas Israël et qui coordonne en grande partie les activités anti-israéliennes du bloc soviétique, y compris les opérations terroristes. En 1986, il obtient un doctorat de philosophie à l'université Humboldt de Berlin-Est, qui est alors l'un des bastions intellectuels du totalitarisme communiste. Cela ne l'empêche nullement de revenir en Israël, pour y mener une carrière universitaire à deux volets : chercheur à l'Institut Van Leer, l'équivalent israélien du CNRS, et doyen de la faculté de philosophie et des études culturelles à l'université palestinienne de Birzeit, en Cisjordanie.

En 1996, il est élu député au parlement israélien, la Knesseth, sur la liste nationaliste arabe Balad, d'inspiration nassérienne. Aucune instance officielle israélienne ne s'oppose à cette élection pour des motifs de sécurité nationale. Il est réélu à quatre reprises : en 1999, en 2001, en 2003 et en 2006. En 1999, il fait même acte de candidature au poste de premier ministre. Sa ligne politique ? Un rejet catégorique de l'Etat d'Israël en tant que tel et de ses institutions, un soutien systématique au nationalisme palestinien et au nationalisme arabe, un militantisme incessant pour la transformation d'Israël en un Etat binational judéo-arabe destiné à se dissoudre dans une Grande Palestine arabe. En revanche, pas le moindre soutien à ses frères arabes chrétiens israéliens (notamment quand les musulmans de Nazareth tentent de construire une mosquée géante en face de la Basilique catholique de l'Annonciation) ou aux Palestiniens chrétiens (soumis à des persécutions incessantes et contraints à l'exil après l'instauration de l'Etat autonome palestinien en 1994).

En 2001, Bishara se rend en Syrie, pays avec lequel Israël est en guerre de jure et de facto. Il y rencontre le président Bashar el-Assad, et y fait l'éloge du Hezbollah, l'organisation terroriste et collaborationniste qui quadrille la communauté chiite libanaise pour le compte de Téhéran et Damas. Le gouvernement israélien – alors dirigé par Ariel Sharon – ordonne une enquête. Elle se conclura par un non-lieu. Mais la Knesseth votera une nouvelle loi interdisant à ses membres tout contact non missionné avec des Etats ennemis.

Pendant la guerre de l'été 2006 entre Israël et le Hezbollah, Bishara prend bruyamment parti pour ce dernier. En septembre 2006, il se rend en Syrie en compagnie de deux autres députés arabes israéliens : il met publiquement en garde ses interlocuteurs contre une nouvelle guerre qu'Israël déclencherait pour « rétablir sa capacité de dissuasion militaire ». Il se rend ensuite au Liban, où il affirme que « le Hezbollah a stimulé l'esprit de résistance du peuple arabe ». Cette fois, les autorités israéliennes déclenchent des poursuites, notamment en invoquant la loi de 2001.

Bishara prend peur. Il quitte Israël en avril 2007. Le 22 avril, il fait parvenir à la Knesseth sa démission, par l'intermédiaire de l'ambassade israélienne au Caire.

Ce qui ressort de ces données, c'est l'image – peu reluisante – d'un homme à qui une démocratie, Israël, aura permis de mener sa vie et sa carrière à sa guise, et qui n'aura eu de cesse de la combattre, de la diffamer et finalement de la trahir.

Mais l'essentiel, le plus révélateur, est dans l'interview que Bishara, après sa fuite, donne le 18 avril dernier à Al Jazeera, le CNN arabe basé au Qatar. Il y déclare qu'il a « grandi au cœur de la culture arabe », qu'il a « des amis dans tout le monde arabe », qu'il n'a « aucune identité israélienne » et que « les ennemis d'Israël ne seront jamais ses ennemis ». En clair, il n'y aurait pas, selon lui, de conflit israélo-palestinien – il ne prononce pas une seule fois le mot de « Palestine » -, mais plutôt un conflit global entre Israël et l'ensemble d'un monde ou d'une nation arabe, dont il serait, en dépit de son passeport israélien, un citoyen et un combattant .

Dont acte. Si Israël s'était créé aux dépens d'une nation palestinienne, il lui devrait des réparations et devrait accepter, au minimum, un partage territorial sur un pied d'égalité. Mais si la nation palestinienne n'existe pas, et si le conflit se situe, comme le dit Bishara, entre Israël et la nation arabe tout entière, on entre dans une logique totalement différente, celle d'un tout petit Etat qui défend sa survie face à ensemble géopolitique infiniment plus grand. Et qui, dès lors, a le droit d'exiger un espace territorial minimum, un pré carré : la Terre d'Israël historique.

Interrogé en 1937 par une commission d'enquête britannique sur la Palestine, Vladimir Jabotinsky avait déclaré que les revendications d'un monde arabe déjà pourvu de nombreux Etats étaient sans doute respectables en soi, mais qu'elles apparaissaient, quand on les comparait à celle d'un peuple juif sans Etat, comme « *les revendications de l'appétit* » face à « *celles de la faim* ». Soixante-dix ans plus tard, Bishara confirme ce point de vue.

© Copyright Michel Gurfinkiel, 2006